

La révolution est parvenue à transcender toutes ces adversités ; elle les a écrasées par la maturité du peuple tunisien et de sa jeunesse. L'histoire de la défense civile, citoyenne et républicaine de la révolution restera dans les annales de la Tunisie et du monde comme l'une de leurs plus belles pages. Elle est à écrire.

La révolution n'est pas un long fleuve tranquille : elle est l'irruption soudaine et massive de dénonciations longtemps contenues, d'aspirations et de revendications, raisonnables et déraisonnables, non négociables qui doivent être mises en œuvre, exécutées ici et maintenant. Elle est le jaillissement des mille fleurs ; elle est l'exigence du possible et de l'impossible.

Les révolutions échouent, finissent par manger leurs enfants, sont suivies de

« restaurations » lorsque le flot de l'exigence de l'impossible devient impétueux et balaie sur son passage la conscience des limites du possible. Le flot de l'impossible se saisit de certaines figures de la sagesse et les instrumentalise pour se draper des oripeaux du raisonnable, mais il les rejette avec mépris dès lors qu'elles ont servi à casser les institutions naissantes de la démocratie. Alors, s'ouvre la boîte de Pandore où chaque acteur, se prévalant d'une légitimité supérieure, bouscule celui qui manque de pureté. La course à la pureté est une course sans fin : à la fin, il n'en reste qu'un. Qui sème sa terre et c'est alors la contre-révolution.

La révolution triomphe quand elle parvient à prendre conscience des limites du possible et à maîtriser et domestiquer les

exigences de la pureté parfaite et du tout, tout de suite.

Après plusieurs jours de tournis et de vertiges, de navigation aux limites de l'abîme, la révolution tunisienne semble reprendre tous ses droits. Elle a passé sa plus grande épreuve. Les institutions fondamentales de la transition démocratique - le gouvernement provisoire, les commissions d'enquête et le comité de la réforme politique, - sont désormais reconnues et peuvent travailler. Ce qui ne veut point dire que leur chemin ne sera pas d'embûches. Ni qu'il faut leur donner un chèque en blanc. Soutien et vigilance sont les maîtres mots.

Mahmoud BEN ROMDHANE

Economiste, université Tunis-El Manar

Perspectives à venir de la révolution tunisienne et défis à relever

L'inspiration fondamentale de la révolution a été jusqu'ici démocratique. Gardera-t-elle le cap jusqu'à l'instauration d'un système démocratique à l'abri de toute récupération, que ce soit pour restaurer le système contre lequel elle s'est levée, ou par des fuites en avant qui risquent d'accoucher d'une nouvelle dictature ? Les Tunisiens sont obligés de choisir très vite entre des options dont aucune n'est parfaite :

- La poursuite des purges répond à une exigence de justice qui risque de tourner à un cauchemar qui rappelle de sombres épisodes qui ont suivi de grandes révolutions.

- La demande d'élections immédiates, sans laisser aux différentes expressions de la société le temps de s'organiser, et avant de mettre en place un code électoral qui empêche qu'un courant, aussi important soit-il, accapare les pouvoirs, risque de conduire à une impasse comme celle dont l'Algérie a du mal à sortir.

- Une solution proche de l'exemple sud-africain ne satisfait pas les exigences d'une justice qui oblige tous les salauds à payer la facture de leurs forfaits, mais elle peut préserver les chances d'une évolution pacifique vers l'instauration d'une société démocratique réconciliée avec elle-même.

Dans la situation actuelle, il serait plus prudent de se donner le temps et les moyens d'une transition maîtrisée. Le gouvernement provisoire qui doit gérer cette transition, doit se consacrer à la gestion des affaires courantes et à préparer les conditions d'une véritable transition démocratique respectant l'inspiration et les revendications du mouvement qui a conduit à la chute de Ben Ali et qui se poursuit en demandant le démantèlement des rouages de la dictature

dont le noyau fondamental est l'Etat RCD et ses différentes ramifications politiques, économiques, culturelles et sociales. Durant cette période de transition, les expressions politiques et sociales auront le temps et les moyens de s'organiser, d'élaborer et de confronter leurs programmes à travers un débat démocratique qui n'exclut aucune expression ni aucune tendance aussi minoritaire soit elle et quelle que soit son projet ou son attitude par rapport au gouvernement de transition. Tout le monde doit bénéficier d'une totale liberté d'expression, que ce soit à travers les médias ou par des réunions et des manifestations



publiques pacifiques, sans aucune forme de répression, de censure, ou de restriction. Une telle condition est le seul garant d'un choix démocratique éclairé où le peuple saura d'avance pour qui et pour quoi il sera appelé à voter librement et en toute connaissance de cause. De même, pour éviter que les élections ne conduisent à l'accaparement de tous les pouvoirs par un courant, aussi important, démocratique et populaire soit-il, il serait plus prudent de réviser préalablement le code électoral actuel pour adopter un système à la proportionnelle et prévoir la limitation des pouvoirs de l'exécutif. Je pense également, que la réforme de la constitution et différentes institutions, pour

asseoir un véritable système démocratique, doit faire l'objet d'un débat, quitte à confier à la future assemblée démocratique la poursuite de cette réflexion. En attendant, les commissions mises en place doivent continuer leur travail de réflexion sur ces réformes en ayant le souci de recueillir les avis de toutes les expressions politiques et sociales.

Il est difficile et inutile d'entrer dans le détail de ce qu'il faut faire durant les quelques mois de transition nécessaires pour organiser dans les meilleures conditions des élections véritablement démocratiques. Enfin, un choix lucide entre les différentes options prônées par les un(e)s et les autres ne doit pas passer pas les surenchères idéologiques, les insultes, les attitudes sectaires, les appels à l'exclusion et l'anathème, ou la confrontation dans la rue qui risquent de dégénérer en un engrenage de violence qui ternirait l'image d'une révolution jusqu'ici pacifique. La modestie s'impose à tous les protagonistes d'autant plus que personne ne peut revendiquer la paternité de cette révolution dont les principaux acteurs étaient des jeunes inorganisés et que tout le monde pensaient apolitiques et incapables de se mobiliser pour de grandes causes comme la démocratie, la liberté et les droits humains. Ils doivent avoir toute la place qu'ils méritent dans le gouvernement, les institutions et le débat concernant l'avenir de leur révolution. Les vieux, dont je suis, doivent mettre les fruits de leur expérience à leur service et ne doivent surtout pas leur disputer la place qui leur revient de droit.

Cherif FERJANI

Politologue, université de Lyon